Argentine: criminels de lèse-humanité prisonniers cinq étoiles

01-09-2008

Chauffeurs, natation et promenades sans menottes. Le ministère cherche à mettre fin au logement de répresseurs dans des casernes et à l'usage d'officiers comme gardiens et de cadets de militaires comme gardiens de prison à domicile. Les deux mesures, ordonnées par les juges, sont illégales.

Bignone a une autorisation pour aller nager au Cercle Militaire deux fois par semaine. Videla peut sortir de chez lui quand il le juge nécessaire pour "se faire des injections". Bussi n'est pas le seul répresseur détenu dans un country (résidence privée). Pagina/12 a relevé les incroyables privilèges que les juges octroient aux militaires inculpés de crimes de lèse humanité. Leurs sorties habituelles, autos et chauffeurs compris, sont au compte de l'État. Par ordre express de juges fédéraux de tout le pays, des militaires et des marins servent de chauffeurs, des cadets et des gardiens de policiers et de gardiens de prison de camarades inculpées de crimes de lèse humanité. Les décisions recommandées par ses juges comprennent leur arrestation et leur transfert aux tribunaux ou à l'Hôpital Militaire jusqu'à leur permettre d'apprécier durant deux heures les talents de nageur du général Reynaldo Benito Bignone dans la piscine du Cercle Militaire, ou d'observer le colonel Pascual Oscar Guerrieri durant ses promenades dans le Régiment de Patricios, le même où il a tenté de se réfugier quand un journaliste l'a découvert raquette en main violant son arrestation à domicile. Comme la Loi de Défense Nationale interdit aux Forces Armées de réaliser les tâches de sécurité intérieure que paradoxalement des juges de la Nation ordonnent, la ministre de la Défense, Nilda Garre, a réitéré pour la troisième fois aux magistrats de revoir le logement de répresseurs dans des casernes et d'utiliser les militaires de che pibe, et, pour la première fois, a interdit aux chefs des trois forces de l'armée de mettre en oeuvre sans son autorisation express des requêtes d'arrestations, de transferts et de logements de criminels de lèse-humanité. (...) Pagina/12, 31 août 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-110719-2008-08-31.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>